

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les deux mois.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10.60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13.20. — Belgique, fr. 10.60. — Espagne, fr. 20. — Hollande, fr. 12.20. — Italie, fr. 9.60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 18 OCTOBRE 1874.

L'hiver dernier, nous avons à plusieurs reprises amusé nos lecteurs par des échantillons de bêtise bourgeoise recueillis dans les colonnes du *Progress* de Delémont. C'est aujourd'hui le tour du *National suisse* de la Chaux-de-Fonds. Ce journal éminemment sérieux, qui est l'organe officiel du parti radical neuchâtelois et qui représente, dit-on, la pensée intime du gouvernement de Neuchâtel, vient de publier un article sur l'*instruction publique*; et ledit article débute par une appréciation historique et philosophique de la Renaissance, qui est véritablement phénoménale.

« La Renaissance, dit le docte journal, était, par son exubérance, une sorte de paganisme catholique instaurant dans tous les domaines, dans l'art comme dans la politique, dans la cathédrale comme dans les camps, sa pagode et son fétichisme.

« L'Esprit humain s'enamoura aussitôt de tout ce clinquant que la Renaissance jetait partout. Il en usa, puis il en abusa, et aussitôt naquit la lassitude d'où provint la critique qui fut la mère des écoles philosophiques.

« Le défaut de la Renaissance a été d'être subjective à l'état féodal, c'est-à-dire dépendante du moine et du chevalier. Si les arts et les métiers y ont gagné, n'oublions pas que les peuples luttent encore pour se défaire des puissances ecclésiastiques et seigneuriales qui, sous des formes différentes, résistent aujourd'hui pour perpétuer leur pouvoir grandement confirmé par la Renaissance et armé par elle d'une fausse gloire difficile à détruire. »

Il a fallu au rédacteur du galimatias que nous venons de transcrire un véritable tour de force, pour rassembler en si peu de lignes autant de

grossières erreurs historiques et de platitudes prétentieuses.

Comme la plupart de nos lecteurs le savent, on appelle Renaissance cette époque où l'esprit humain, réveillé au sein des ténèbres chrétiennes par la lumière venue de la Grèce antique, fit un effort suprême pour démolir l'édifice féodal et religieux du moyen-âge, et pour créer un monde nouveau, un monde de liberté et d'humanité.

C'est dans les premières années du xv^e siècle que ce mouvement de la Renaissance atteignit son plus haut degré d'intensité. Ses plus illustres représentants furent les Erasme, les Ulrich de Hutten, les Machiavel, les Thomas Morus, les Servet, les Dolet, les Despériers, les Rabelais, libres-penseurs qui combattirent l'Eglise et l'autorité sous toutes ses formes, athées hardis qui substituaient au Dieu du moyen-âge l'idée moderne de l'humanité. Sous leur impulsion, les sciences positives commencèrent à se fonder; à la théologie, soit des docteurs catholiques, soit de Luther ou de Calvin, ils opposèrent la raison et l'expérience. En même temps l'art, régénéré par des hommes de génie, abandonnait le mysticisme chrétien, et redevenait humain en s'inspirant de l'antiquité païenne. L'esprit nouveau soufflait partout, et la contagion de la libre-pensée gagnait jusqu'au pape lui-même, qui s'écriait en soupant avec ses amis : « Quelle bonne fable que cette fable du Christ! »

Ce grand renouvellement de la pensée, ce mouvement d'affranchissement général, ne porta pas immédiatement ses fruits, il est vrai; les fanatiques et les politiques, tant protestants que jésuites, l'emportèrent; pendant un siècle, l'Europe fut noyée dans le sang des guerres de religion, et la Renaissance parut comme un printemps étouffé dans sa fleur. Elle n'en est pas moins restée la première protestation de l'esprit de liberté contre la servitude sous toutes ses formes,

l'aube glorieuse du jour de la raison et de la véritable civilisation.

Voilà ce que fut la Renaissance. Que direz-vous maintenant de la fantastique appréciation de l'écrivain du *National*? Il affirme d'un ton doctoral que « le défaut de la Renaissance a été d'être subjective à l'état féodal, » — puis il ajoute en manière d'explication (et il fait bien d'expliquer sa phrase, car elle n'a aucun sens) : « c'est-à-dire dépendante du moine et du chevalier. »

Ah, la Renaissance a été dépendante du moine et du chevalier! Allez donc, Monsieur le journaliste, voir un peu dans Ulrich de Hutten et dans Rabelais ce qu'ils disent des moines; allez donc voir dans le républicain Machiavel et dans le socialiste Thomas Morus ce qu'ils pensent des chevaliers et de l'état féodal.

Vous parlez du *fétichisme* de la Renaissance, avec accompagnement de *pagode* et de *cathédrale* (autre phrase non moins inintelligible que celle où vous avez employé le mot *subjective* sans en connaître la signification). Ce fétichisme que vous attribuez aux athées du xv^e siècle est une trouvaille bien réjouissante.

Vous dites, en manière de conclusion, que la Renaissance a *confirmé* le pouvoir des puissances ecclésiastiques et seigneuriales. Vraiment les puissances ecclésiastiques et seigneuriales, qui ont brûlé Servet et Dolet, qui ont coupé la tête à Thomas Morus, qui ont forcé Despériers à se percer de son épée pour échapper au bûcher, qui ont proscrit Machiavel, qui ont persécuté Hutten et Rabelais, étaient bien bêtes de récompenser si mal les services d'hommes qui s'occupaient à *confirmer leur pouvoir!* — Apprenez donc, homme de lettres peu lettré qui écrivez au *National*, que les penseurs de la Renaissance firent aux institutions politiques et religieuses de leur époque une guerre semblable à celle où l'Internationale se trouve aujourd'hui engagée contre les institutions bourgeoises, et que le socialisme moderne salue dans ces héros intellectuels du xv^e siècle des ancêtres et des précurseurs.

Et maintenant que nous avons donné aux lecteurs du *Bulletin* un nouvel échantillon de cette profonde science en vertu de laquelle la classe propriétaire se dit appelée à gouverner les ignorants, continuez, ô journaliste éclairé, à écrire sur l'instruction publique.

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

(Correspondance particulière du Bulletin.)

A Bénévent, tous les bouchers ont été mis en prison. Ils avaient prévénu l'autorité municipale, quinze jours auparavant, par un acte dressé par main de notaire, qu'ils ne pouvaient pas exercer leur métier aux conditions que la municipalité leur imposait. Appelés devant l'inspecteur de la sûreté publique, ils maintinrent leur déclaration. Et là-

dessus, l'autorité judiciaire a donné l'ordre de les arrêter. La municipalité fait vendre maintenant la viande, pour son propre compte, dans la cour de l'hôtel-de-ville; mais elle la vend *au même prix que les bouchers*, et la qualité en est inférieure. Toutes les grèves, en Italie, finissent par l'emprisonnement en masse des grévistes ou par une bonne charge de troupes, à moins que les ouvriers ne soient, comme des esclaves, reconduits de force à l'atelier par les gendarmes. Du haut de leurs chaires, dans leurs journaux, et jusque dans les bureaux de la police, les économistes bourgeois parlent du libre-échange, de la loi de l'offre et de la demande, du laisser faire et du laisser passer, etc.; mais dans la pratique qu'arrive-t-il? Voyez ce qui se passe dans une grande ville, à Naples, par exemple, avec les voitures de place. D'une part, on impose aux cochers un tarif, et de l'autre il n'y a pas un bourgeois qui, avant de monter en voiture, ne propose au cocher un prix inférieur au tarif.

Et si dans un jour de fête, le cocher à son tour veut profiter de la circonstance et essaie de demander quelques sous de plus que le tarif, alors le zélé bourgeois le dénonce au premier municipal venu, et la punition, dans ce cas, ne manque jamais au coupable. Voilà la manière dont notre bourgeoisie se comporte. Mais quant aux ouvriers, la coalition la plus strictement légale leur est interdite.

L'autre jour, à Chioggia, trois jeunes gens ont dû comparaître devant le juge local, comme « suspects « d'appartenir à la secte *internationale* (sic) et méritant en conséquence l'*admonition*. » Vous savez que l'*admonition* (1) est une heureuse invention du gouvernement réparateur et libéral du roi galant-homme, au moyen de laquelle un individu se trouve mis à la discrétion de la police; car il suffit de la moindre transgression à l'*admonition* pour être condamné au *domicilio esatto*, c'est-à-dire à l'internement dans une île pénitentiaire. Beaucoup de personnes, dans l'auditoire, se demandaient en vain en vertu de quelle loi on pouvait infliger aux trois prévenus la grave peine que la loi ne réserve qu'à ceux qui sont suspectés de *vol*, d'*escroquerie*, de *brigandage*, etc. Observons, entre parenthèses, que cet étonnement de l'auditoire était trop naïf, en présence de la qualification donnée par le gouvernement, je ne dirai pas seulement aux internationaux arrêtés dans ces derniers temps, mais déjà à ceux qui furent arrêtés à l'époque du Congrès de Bologne, le 16 mars 1873, et qui furent tenus en prison plus de deux mois, sans aucun jugement, sous la qualification d'*association de malfaiteurs*. Mais continuons notre récit. L'imputation faite aux trois jeunes gens provenait de la police, et s'appuyait sur cet argument, fourni par la police elle-même, que l'Internationale n'est autre chose qu'une *association de malfaiteurs*. Le juge n'osa pas les condamner; mais, comme l'un des trois se trouvait sous l'inculpation de récidive, parce qu'il avait fait déjà huit jours de prison, uniquement parce qu'un gendarme croyait l'avoir entendu crier vive l'Internationale, le digne magistrat fit voir toute sa complaisance pour la police, en déclarant, relativement à ce dernier, « qu'il suspendait le « prononcé de la sentence, pour s'informer auprès

(1) L'*admonition* est une défense de sortir de la localité qu'on habite, avec l'obligation de se présenter un certain nombre de fois par mois à la police.

« de l'autorité supérieure du résultat du procès et « pour attendre des ordres. » J'extrais ces choses-là des journaux bourgeois eux-mêmes, qui les publient sous le titre d'*Enormités judiciaires*, et qui ne peuvent s'empêcher de les critiquer de la façon la plus vive.

Un brigadier de gendarmerie a été tué en Sicile, dans la province de Caltanissetta, en procédant à une arrestation ; et un ingénieur a été tué dans la province de Palerme, en se rendant à un moulin de campagne pour y faire l'inspection du compteur mécanique qui sert à établir l'odieux impôt sur la mouture. Ces actes ne vous étonneront pas, quand je vous aurai dit qu'en Sicile on tue, en moyenne, chaque jour, deux agents de la force publique (carabiniers, soldats, agents du fisc, etc.) Mais je me réserve de revenir plus particulièrement sur les affaires de Sicile dans une autre lettre. Je vous dirai seulement, pour cette fois, que là aussi on a arrêté beaucoup de monde sous l'inculpation d'internationalisme, et que, n'ayant aucune raison qui pût justifier une condamnation, l'autorité politique a déclaré que les prisonniers ne seraient remis en liberté qu'après les prochaines élections générales.

Le général Federici, commandant la garnison de Mantoue, vient d'être gravement blessé d'un coup de pistolet par son jardinier, qu'il avait renvoyé et qui réclamait en vain son droit à la récolte des fruits de l'année.

A Crémone, les ouvriers des filatures sont en grève depuis quelques jours parce qu'on veut diminuer leur salaire ; et savez-vous pourquoi ? pour couvrir les frais de l'éclairage des ateliers.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 courant, on a affiché dans les rues les plus populeuses de Rome, des manifestes parlant de révolution sociale. Des manifestes analogues ont été affichés en grand nombre, il y a quelques semaines, dans les principales villes de l'Emilie et de la province de Venise.

Le 4 courant, dans le village de Cella (près de Reggio en Emilie), une femme a frappé mortellement à coups de couteau l'archiprêtre, dans l'église même. Le prêtre avait ôté l'emploi de carillonneur au grand-père de cette femme, et le pauvre vieillard, dans son désespoir, avait mis fin à ses jours ; ce prêtre avait en outre mis la famille de cette même femme à la porte d'une maison dont il était propriétaire.

Le 5 courant, le gérant du journal le *Povero* (qui a cessé de paraître) sortait de l'hôpital de Ferrare, après une longue et douloureuse maladie, pour entrer immédiatement en prison pour délit de presse. Ce citoyen est pauvre, âgé, dans un état de santé déplorable, et sa famille est hors d'état de subvenir à ses plus pressants besoins.

A Florence, nouvelles arrestations et persécutions sans fin. Le 7 courant, on y a arrêté un international dans la maison duquel, rue San Gallo, on a saisi une caisse de bombes Orsini et des proclamations socialistes.

Malatesta a été transféré dans les prisons de Trani (province de Bari).

La pression réactionnaire augmente de jour en jour. Le chef du gouvernement, le ministre Minghetti, dans un discours à ses électeurs, a expliqué la nécessité des mesures d'exception ; et la presse bourgeoise annonce avec satisfaction que le nouveau code pénal a prévu des peines contre l'Internatio-

nale ; mais, en attendant qu'il soit promulgué, elle réclame aussi des mesures d'exception. Tout cela ne nous intimide guère, et nous répétons, en voyant ce déchainement des adversaires contre nous : *Les réactions déterminent les révolutions.* G.

Le sieur Terzaghi a écrit à la rédaction du *Bulletin* pour se plaindre que notre correspondant italien ait porté atteinte à son honorabilité, laquelle se trouve attestée dans un document signé de trois noms italiens, qu'il a annexé à son épître : il demande que notre correspondant se fasse connaître à lui, afin qu'il puisse répondre à ses accusations.

Ceci est un peu naïf de la part du sieur Terzaghi : nous n'avons pas l'habitude de donner les noms de nos correspondants à la police.

C'est là tout ce que nous avons à dire à ce personnage, que nous prions de se dispenser de nous écrire à l'avenir.

Quant aux trois citoyens italiens qui prennent Terzaghi sous leur protection, et que nous voulons regarder, jusqu'à preuve du contraire, comme des honnêtes gens abusés, nous sommes prêts, s'ils le désirent, à les édifier d'une manière complète sur le compte de leur protégé.

Nouvelle-Calédonie.

Le *Petit Journal* de Paris a publié dernièrement une lettre de la Nouvelle-Calédonie, signée Arnold, ex-membre de la Commune ; cette lettre fait un tableau charmant de la vie champêtre des déportés, qui jouissent de toutes les douceurs de l'existence au sein d'une véritable Arcadie ; leur bonheur n'a été troublé que par l'évasion de Rochefort, parce qu'à la suite de cette évasion, on va, paraît-il, changer de gouverneur, et c'est avec un véritable serrement de cœur qu'ils verront partir le gouverneur actuel, qui s'est montré si rempli d'égards pour eux.

Il est inutile de dire que cette lettre est, soit une mystification dont le *Petit Journal* a été victime, soit une manœuvre de la police. Rochefort a publié dans une de ses dernières *Lanternes* une lettre d'Arnold, authentique cette fois, adressée à lui, et dont le style est bien différent.

Le fait que nous signalons n'est du reste pas un fait isolé. Il paraît que des déportés ont vu, à leur grand étonnement, annoncer par la presse française, qu'ils avaient présenté un recours à la fameuse commission des grâces, tandis qu'ils sont décidés à mourir en exil plutôt que d'adresser la moindre demande à des hommes qui leur inspirent autant de mépris que d'horreur.

Tous les moyens sont bons au gouvernement français pour donner le change à l'opinion publique et pour calomnier ses victimes.

Fédération jurassienne.

Réunion de Berne. — La réunion familière organisée par la Section de Berne a parfaitement réussi. Il y était venu des internationaux du Locle, de la Chaux-de-Fonds, de Neuchâtel, de Sonvillier, de Saint-Imier, de Corgémont, qui ont pu se convaincre que la jeune section de Berne forme un solide noyau d'active propagande socialiste.

Le matin, les internationaux présents ont échangé des idées sur diverses questions touchant aux affai-

res générales de la Fédération, comme : l'agrandissement du format du *Bulletin*; l'organisation du Bureau fédéral international, confiée pour cette année à la Fédération jurassienne par le Congrès de Bruxelles; les moyens pratiques d'organiser de nouvelles sections dans diverses localités, etc. — A midi, la plupart des assistants dinèrent ensemble au restaurant Grünegg, local choisi pour la réunion, et à 2 heures après-midi s'ouvrit la réunion proprement dite.

Le compagnon Fournier, de la Fédération de Barcelone, qui se trouvait en passage à Berne, fut choisi comme président de l'assemblée, en témoignage de sympathie pour les ouvriers espagnols; Selig de Berne et Schwitzguébel de Sonvillier lui furent adjoints pour former le bureau.

Lecture fut donnée du télégramme suivant, envoyé par la section de Vevey :

C'est avec regret que nous ne pouvons assister à votre réunion; comme vous, aujourd'hui, nous sommes réunis à Clarens. Souhaitons bienvenue; puisse l'assemblée donner essor au principe social révolutionnaire. Malgré la distance qui nous sépare, nos cœurs solidaires au milieu de vous, crient : Vive l'Internationale !

MEX. ROSSIER, FAVRE.

La réponse suivante fut envoyée à la section de Vevey :

Assemblée de Berne envoie aux amis réunis à Clarens un salut fraternel. Persévérez dans la voie commencée : la Fédération jurassienne appuiera vos efforts pour propager les principes de l'Internationale dans votre contrée, et contribuer à l'organisation de nouvelles sections. Travaillons tous plus activement que jamais, malgré les obstacles croissants de la réaction bourgeoise.

La réunion ayant appris qu'en ce moment même avait lieu à Zurich une grande assemblée ouvrière, à laquelle étaient invitées toutes les corporations de cette ville, décida de lui envoyer un salut télégraphique, afin d'exprimer une fois de plus la solidarité que l'Internationale entend pratiquer à l'égard de tous les groupes ouvriers. Ce salut était ainsi conçu :

Assemblée ouvrière, Bürglitrassé, Zurich.

Les internationaux de la Fédération jurassienne, réunis à Berne, vous envoient un salut fraternel. Vive l'émancipation du travail !

Enfin une proposition fut faite d'envoyer une adresse de sympathie au citoyen Moham, membre de la section du *Grutli* de Saint-Gall, qui, le dimanche précédent, avait courageusement défendu, dans l'assemblée des délégués du *Volksverein*, les principes du socialisme international. La rédaction suivante fut adoptée à l'unanimité :

Au citoyen Moham, membre de la Société
du *Grutli*, à Saint-Gall.

Citoyen,

Nous apprenons par les journaux la manière dont vous avez, dans l'assemblée des délégués du *Volksverein* à Baden, le 4 courant, affirmé la nécessité de résoudre la question sociale par voie internationale.

Cette affirmation a excité la colère des radicaux bourgeois; on vous a insulté et on vous a retiré la parole.

Les internationaux de la Fédération jurassienne, réunis aujourd'hui à Berne, tiennent, en présence de cette attitude des radicaux suisses, à vous témoigner le plaisir qu'ils ont éprouvé en voyant le programme

du socialisme international affirmé au sein d'une réunion de politiciens bourgeois. Ils espèrent que les ouvriers suisses sauront bientôt s'affranchir complètement du patronage politique de la bourgeoisie; et dans l'attente d'un prochain rapprochement entre les socialistes des diverses parties de notre région, ils vous présentent, citoyen, l'expression de leurs sympathies et leur salut fraternel.

Au nom des internationaux réunis à Berne le 11 octobre 1874,

Le bureau : FOURNIER, SELIG, SCHWITZGUÉBEL.

La réunion choisit ensuite pour thème de discussion l'importante question des services publics. Schwitzguébel résuma ce qui a été dit à ce sujet au Congrès de Bruxelles; Brousse, Guillaume, Pindy, prirent ensuite la parole. Nous regrettons de ne pouvoir analyser les discours prononcés; nous dirons seulement que la question a été traitée d'une manière approfondie, et que les compagnons présents n'ont cessé de prendre le plus vif intérêt à la discussion. Chacun sent qu'il s'agit d'un grave problème à étudier, et que, depuis la question de la propriété collective, l'Internationale n'a pas vu de discussion plus importante s'élever dans son sein que celle sur les services publics, qui a été remise par le Congrès de Bruxelles à l'ordre du jour de toutes les sections.

La séance dut être levée de bonne heure, pour permettre aux compagnons venus d'une assez grande distance de reprendre le chemin de fer. Tous ceux qui ont participé à cette belle journée en ont, croyons-nous, emporté la certitude que l'Internationale est cette fois implantée définitivement à Berne.

On lit dans les journaux bourgeois :

« Le caissier d'Etat du canton d'Uri, Antoine Müller, d'après le rapport des vérificateurs, a négligé de porter en compte 50,000 francs de recettes; en outre, il a passé aux dépenses fr. 18,000 qui n'ont jamais été payés. Le landrath (conseil cantonal) a usé d'indulgence envers le coupable, auquel il a donné quinze jours pour régler ses comptes et combler le déficit, soit au moins 40,000 francs, sous peine de se voir poursuivi suivant toute la rigueur des lois. »

Voilà ce qu'on nous raconte sans y ajouter de commentaires et comme une chose naturelle.

Il faut avouer que c'est un joli échantillon des mœurs patriarcales de l'Helvétie primitive, et que le canton qui a fait battre de verges Ryniker pour une brochure contre la divinité de Jésus-Christ, a vraiment bonne grâce d'absoudre si généreusement un caissier infidèle.

Ah! si c'était un pauvre diable d'ouvrier qui eût volé un pain chez un boulanger, comme on en aurait fait prompt et sévère justice !

VIENT DE PARAITRE :

L'Economie politique jugée par la Science,

PAR N. TCHERNYCHEWSKY

Traduit du russe (en deux parties)

Tome premier (un volume de 528 pages.) Prix : 6 fr. Le tome second paraîtra prochainement.

En vente chez les libraires Cherbuliez, Menz, Georg et Ghisletty, à Genève, et Jent et Gassmann, à Berne.